

[Text]

action that they have taken, and I do not think anything we have said is levelled as a criticism of that. It is the presentation that we are trying to wrap our minds around. You see, the estimates total \$46.492 billion. We quantify the reductions to bring it down to \$45.801 billion, but then in your statement you say that you can bring it down to a ceiling of \$44.450 billion by virtue of revisions in previous spending plans and the lapses. The problem that I am having is that we cannot get a disaggregation of that.

**Hon. Mr. Andras:** No, at this stage I cannot give it to you.

**Senator Everett:** I think in terms of lapses that is true. The danger of the lapses arises if they are merely delays in programs.

**Hon. Mr. Andras:** No, I will not play that game.

**Senator Everett:** Before you became minister there was a reduction in spending. When we examined the situation we found this "saying" resulted from delays in proceeding with programs that would automatically be carried over to the next budget year, and that does affect us if the lapses are real lapses.

**Hon. Mr. Andras:** In one or two cases there may be simply a question of an extra cash flow as time goes on, but I am talking about, in my view, real money. The facts will come out.

**Senator Everett:** What percentage would you say would be lapses in respect to this budget?

**Hon. Mr. Andras:** I have not worked out the percentages, but it would be a simple calculation on \$45.802 billion. Let me not disguise the fact that we will have further stops before the end of the year. I anticipate that they will not be huge ones.

**Senator Everett:** You must have developed a lapse percentage. You talked about it yesterday.

**Hon. Mr. Andras:** There is a standing lapse percentage which is built in here for the \$800 odd million. I cannot remember the precise figure. They are a little different in budgetary than they are in non-budgetary.

**Mr. A. Morin, Assistant Secretary, Program Branch, Treasury Board:** The budgetary has traditionally been one and a half per cent, approximately; and the non-budgetary in the order of 10 per cent. These percentages are not hallowed in anything but experience, and there has been, in recent years, a trend for that to increase to some extent, and this is partly due to the pressures of requests that the minister has already mentioned.

**Senator Everett:** When will you know, Mr. Minister, the total of these lapses, not the disaggregation total?

**Hon. Mr. Andras:** With absolute accuracy?

[Traduction]

mesures de restriction, et rien de ce que nous avons dit ne visait à les critiquer. C'est de la présentation que nous voulons discuter. Comme vous le savez, le budget s'élève à \$46,492 milliards. En additionnant les réductions, nous pouvons porter le total à \$45,801 milliards, mais dans votre déclaration, vous affirmez que vous pouvez le plafonner à \$44,450 milliards en révisant les anciens programmes de dépenses et les annulations de crédits. Le problème est que nous ne semblons pas pouvoir obtenir la ventilation de tous ces chiffres.

**L'honorable M. Andras:** En effet, je suis dans l'impossibilité de vous la donner à l'heure actuelle.

**Le sénateur Everett:** Je pense que c'est vrai, en ce qui concerne les annulations de crédits, mais le danger est qu'un simple retard dans l'exécution d'un programme peut entraîner une annulation de crédits.

**L'honorable M. Andras:** Non, je ne suis pas d'accord.

**Le sénateur Everett:** Avant que vous deveniez ministre, il y a eu une réduction des dépenses. Mais après avoir examiné la situation, nous avons découvert que cette «économie» provenait de retards dans l'exécution de programmes qui seraient automatiquement reportés au budget de l'année suivante et il nous importe, par conséquent, que les annulations soient de vraies annulations.

**L'honorable M. Andras:** Dans un ou deux cas, il se peut qu'il s'agisse tout simplement d'une question de mouvements de caisse supplémentaires à longue échéance, mais d'après moi, c'est du vrai argent. Les faits s'imposeront.

**Le sénateur Everett:** D'après vous, quel est le pourcentage d'annulations de crédits dans ce budget?

**L'honorable M. Andras:** Je n'ai pas calculé le pourcentage, mais c'est une opération assez simple en se basant sur ce montant de \$45.802 milliards. Je n'ai pas l'intention de cacher les faits; nous aurons certainement d'autres arrêts avant la fin de l'année. Mais je ne crois pas qu'ils soient très importants.

**Le sénateur Everett:** Mais vous avez sûrement déterminé le pourcentage des annulations de crédits. Vous en avez parlé hier.

**L'honorable M. Andras:** Il y a un pourcentage constant d'annulation de crédits qui s'élève à quelque \$800 millions. Je ne me rappelle pas du chiffre exact. Ils sont légèrement différents pour les crédits budgétaires et les non-budgétaires.

**M. A. Morin, (secrétaire adjoint de la direction des programmes du Conseil du Trésor):** En ce qui concerne les crédits budgétaires, le pourcentage s'élève traditionnellement à environ 1½%, et dans le cas des crédits non-budgétaires, à 10%. Ces pourcentages ne sont consacrés que par l'expérience et ces dernières années, et nous avons remarqué une tendance à la hausse, dans une certaine mesure, qui est attribuable en partie aux pressions des demandes que le ministre a déjà mentionnées.

**Le sénateur Everett:** Quand saurez-vous, monsieur le ministre, le total de ces crédits annulés, et non le total ventilé?

**L'honorable M. Andras:** Les chiffres sont absolument exacts?